



DECLARATION LIMINAIRE

CTL
9 avril 2019

Madame la Présidente,

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.

Le gouvernement a décidé d'en finir avec la DGFIP.

Gérald DARMANIN a effectué, il y a une quinzaine, une escapade de 3 jours dans le Limousin sur le thème des services publics en milieu rural. Durant sa tournée, il a prétendu, sans rire et face aux élus, augmenter la présence des services publics dans les territoires alors que son but est de supprimer. Le Ministre, pilote du démantèlement accéléré de la DGFIP, préconise le zéro réseau.

Comme il n'est pas à une contre-vérité près, il ose affirmer dans Le Populaire du Centre du 20/03 que « il faut que les agents soient au service des élus locaux pour les aider sur leurs budgets, et au service des contribuables pour leurs démarches administratives ».

Ainsi, pour obtenir des informations, être conseillés, accompagnés dans leurs démarches, les usagers se rendront dans une maison de service au public (MSAP) ou dans une permanence en mairie, dont la périodicité sera à convenir avec les élus selon vos dires, si ce n'est un camping-car ou fisc-truck !

On supprime les hôpitaux, tribunaux, CAF, Sécurité Sociale, Centre des Finances publiques pour les remplacer par une station informatique connectée, un employé multitâche mis à disposition et vogue la galère. **Les MSAP et autres ersatz ne peuvent en aucun cas remplacer des services publics de plein exercice et de proximité avec des agents formés et expérimentés !**

Entre deux interventions, le ministre pousse la **désinformation** jusqu'à prétendre que la DGFIP aurait délaissé le conseil aux collectivités (« On a trop laissé de côté le conseil aux collectivités locales »). Encore une fois, quel **mépris** pour les comptables publics et pour les agents des finances exerçant leurs missions en secteur public local !!

En tant que Directrice régionale, en tant que chef de service de plus de 1500 collaborateurs, n'êtes-vous pas choquée par un tel niveau de malhonnêteté ? Ne devriez-vous pas, par loyauté à ces 1500 fonctionnaires d'Etat, garant de la République, vous inscrire en faux ? Et qu'ont dit, qu'ont fait vos collègues AGFIP face à ces mensonges éhontés ?

Peut-on ignorer, lorsque l'on est ministre des comptes publics, que la DGFIP apporte toute son expertise au quotidien en matière de conseil financier, fiscal, budgétaire aux collectivités locales ? N'en déplaise au ministre, notre administration a toujours été l'interlocutrice privilégiée des collectivités. Elle n'a eu de cesse d'améliorer la performance et la qualité du service rendu à ses partenaires locaux, d'innover et de s'adapter aux besoins différenciés des collectivités. Depuis une quinzaine d'années, la DGFIP a même renforcé et modernisé son partenariat avec les décideurs publics locaux en s'engageant contractuellement à leurs côtés.

Après le Contrôle Hiérarchisé de la Dépense et le Contrôle Allégé en Partenariat, les agences comptables et les effectifs en berne, la loi ESSOC1 (assortie de son "*droit à l'erreur*" et de son site oups.fr), l'intelligence artificielle sans expertise humaine vont achever de **transformer la DGFIP en passoire où le contrôle**, si possible exercé par un robot, deviendra l'exception. Nul doute que nos

redevables le constateront bien vite, précédant lentement mais sûrement notre procès collectif en inutilité.

Les services publics sont en péril ! Les missions le sont tout autant avec l'abandon de certaines, pour ne pas dire la **marchandisation** de nos missions, qui sont également les vôtres en votre qualité de comptable public. Statut dont les jours sont aussi comptés !! **Le bateau DGFIP coule et il n'y aura pas assez de bouées ni de canots de sauvetage pour tout le monde. Et vous le savez !**

Le tout, par volonté et vision purement budgétaires !

La dernière sortie du Ministre sur la **possible fin de la déclaration des revenus** se situe bien dans cette continuité et ne va pas rassurer les collègues des SIP, déjà plus qu'inquiets après le PAS et la suppression de la TH.

Les projets mortifères concernant la DGFIP s'inscrivent dans un projet plus large, plus vaste, celui du **Projet de loi de transformation de la fonction publique.**

En organisant la précarité, en privatisant ou en externalisant nos missions, en retirant les compétences de mobilité et d'avancement des CAP, en supprimant les CHSCT, en créant des détachements d'offices, y compris vers le secteur privé, le gouvernement veut casser le Statut et la Fonction publique, par la même occasion, pour l'offrir au marché.

Nous ne commenterons pas la date, pour le moins opportune, de sortie du **rapport de l'IGF** sur les régimes dérogatoires à la durée légale annuelle du temps de travail dans la fonction publique d'État.

En déclarant que « dans la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale, les fonctionnaires fassent 35 heures comme tous les Français qui travaillent dans une entreprise », M. DARMANIN sait-il réellement ce qui se passe dans ses services ?

Il passe sous silence, notamment, les écrêtements d'heures ou les jours de congés non pris dans l'année. Une fois encore, le procédé de ce gouvernement est honteux !

Pour en revenir à nos services, les élus **FO DGFIP 67 dénoncent et s'opposent fermement à la robotisation, à la marchandisation et à la déshumanisation du service public. Le fordisme adapté au service public, non ! Nous ne sommes pas là pour faire du quantitatif, ni du travail à la chaîne, mais pour répondre qualitativement, avec des moyens adaptés, aux demandes de nos concitoyens.**

Le 14 mars, presque 39% des agents de la DRFIP 67 étaient en grève avec des moyennes tous grades confondus à 56 % dans les SIP et 53 % dans les trésoreries. Plus remarquable encore : les 2/3 des services étaient fermés au public, 79% des A+ étaient grévistes dans les trésoreries !

Le 2 avril, lors de la 1^{ère} convocation du CTL, vous n'avez pas voulu nous dévoiler votre proposition de plan remonté à la DG pour le Bas-Rhin. Si nous pouvons entendre votre souci de loyauté vis à vis de la DG, nous vous rappelons aussi le devoir de loyauté envers les agents placés sous votre autorité. Nous vous demandons à nouveau aujourd'hui de jouer carte sur table, de donner de la visibilité et de diminuer l'anxiété de beaucoup de collègues.

Les agents de la DGFIP ne doivent en aucun cas rester de simples témoins de la destruction de leur administration. Nous ne sommes pas des sujets, mais des citoyens.

Peut-on vous laisser bouleverser nos conditions de travail, nos projets de vie, l'avenir de nos enfants, l'existence même du Service Public sans mot dire ? **NON !**

À l'heure où nos gouvernants souhaitent faire de la France un gigantesque abattoir des services public, chacun à notre niveau, nous devons lutter contre cet ultra-libéralisme.

Madame la Présidente, Madame la Directrice **nous n'irons pas à l'abattoir la tête baissée !**

Les agents de la DRFIP 67 resteront mobilisés pour éviter la mise à sac de leur administration !